

La prise de pouvoir par Hitler

Exposé de Jean-François BORNARD



COLLECTIF CITOYEN DE MIONS
7-9 allée du Château, 69780 MIONS

En 1933, HITLER et son parti national-socialiste arrivent au pouvoir démocratiquement et vont installer une dictature d'une férocité extrême. Jusqu'au dernier moment la chose parut impossible, et pourtant les faits sont bien là. Nous allons suivre l'enchaînement des événements qui ont conduit cette horde au sommet de l'état. Quelques dates sont à retenir :

***Jeudi 24 novembre 1929** : Krach de la bourse de New York ; la crise financière va devenir une crise économique que les américains vont exporter en Europe, surtout en Allemagne.

***30 janvier 1933** : Hitler est nommé chancelier du Reich par le président HINDENBOURG.

***27 février 1933** : l'incendie du Reichstag est le prétexte à la 1^o vague d'arrestations des communistes.

***23 mars 1933** : le parlement vote les pleins pouvoirs à Hitler. La dictature est installée et la République est morte.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut remonter un peu le temps jusqu'en 1918.

A la fin de la 1^o guerre mondiale, l'Allemagne est exsangue ; une révolution éclate qui chasse le Kaiser et sa clique. La République est proclamée le 9 novembre 1918 (2 jours avant l'armistice). Un gouvernement provisoire se met en place avec une coalition de sociaux-démocrates (le SPD), le Zentrum (centre catholique) et la droite modérée libérale (parti démocrate). Des élections sont prévues en janvier pour élire une Assemblée Constituante. Mais à l'extrême gauche, le parti SPARTAKISTE (ancêtre du parti communiste) n'en veut pas. Il veut reproduire la révolution bolchevique russe et rêve d'une dictature (du « prolétariat ») et entretient une agitation. En janvier, se sentant assez fort, il déclenche une insurrection à Berlin. Le gouvernement, mené par le SPD réagit vite et fort. Le putsch est écrasé dans le sang. Les élections auront bien lieu. En mai les Spartakistes récidivent à Munich. Le scénario est le même. Tout le sang versé va creuser un fossé irrémédiable et définitif entre les 2 forces de gauche sociaux-démocrates et parti communiste. Une collaboration sera impossible le moment des périls venu.

L'Assemblée Constituante se réunit à WEIMAR et va accoucher d'une constitution, la plus libérale et sociale à cette époque dans le monde. Elle sera adoptée officiellement le 31 juillet 1919. La République dite « de WEIMAR » se met donc en place. La coalition SPD, ZENTRUM et droite modérée va gouverner de façon solidaire jusqu'en 1930.

Mais les difficultés vont très vite arriver :

***Le traité de VERSAILLES**, auquel les allemands n'ont pas été associés est vécu outre Rhin comme un diktat inacceptable. Le traumatisme est tout d'abord moral, car on impute à l'Allemagne l'entière responsabilité de la guerre, financier ensuite car les alliés exigent des réparations importantes, militaire enfin, car la REICHSWEHR est réduite à 100.000 hommes, avec interdiction de produire des bateaux de guerre, des avions de guerre, des armes lourdes et des blindés. Le gouvernement va s'ingénier à contourner ce traité : sur le plan financier en trainant les pieds, et sur le plan militaire en signant avec la Russie bolchevique le traité de RAPALLO (signé par RATHENAU pour l'Allemagne). Ce traité stipule que les soldats allemands seraient formés par les Russes dans les domaines de la marine, de l'aviation de la conduite des blindés et de l'artillerie lourde. En revanche les Allemands enverront leurs ingénieurs et techniciens installer en Russie l'industrie lourde dont STALINE avait bien besoin.

***Puis arrive l'année 1923, l'année terrible marquée par 3 drames :**

1) Les « réparations » n'étant versées selon le calendrier prévu, l'armée française envahit la RUHR

et décide de se servir. Le charbon et l'acier partent directement pour la France.

2) Les 2 extrêmes politiques persistent dans leur agitation révolutionnaire. Les communistes tentent à nouveau un coup de force, et sont à nouveau écrasés, ce qui aggrave encore le ressentiment vis-à-vis du SPD. A l'autre extrémité du champ politique se situe un petit parti d'extrême droite, le NSDAP ou parti national-socialiste des travailleurs allemands, que nous appellerons désormais parti NAZI. En 1921 Adolf Hitler en prend la direction. En novembre 23 il tente un putsch à Munich. La police tire et Hitler est arrêté.

3) Enfin une crise financière va dévaster le pays : l'hyperinflation. Au change, en 1919 il faut 9 Marks pour 1 Dollar ; en janvier 1923 il faut pour 1 Dollar 18.000 Marks, puis en septembre 100 Millions, 25 Milliards en octobre et 4200 Milliards le 15 novembre. La monnaie ne vaut plus rien. Les rentiers et les possesseurs d'économies sont ruinés. Les salariés voient leurs revenus amputés des $\frac{3}{4}$. Les seuls gagnants sont ceux qui ont des dettes : l'état, les collectivités locales et les industriels qui avaient emprunté.

Dès la fin de 1923 le chancelier STRESEMANN va reprendre les choses en main : il démonétise le Mark, crée une nouvelle monnaie, le REICHSMARK qui deviendra 6 mois après le REICHSMARK, monnaie stable et fiable. Il fait redémarrer l'économie ; une ère de prospérité va alors s'ouvrir jusqu'en 1930. Les investisseurs étrangers (surtout américains) se précipitent, la consommation repart et le pouvoir d'achat des salariés augmente. Sur le plan culturel, Berlin devient une place incontournable, avec Paris, dans tous les domaines. L'Allemagne réintègre le concert des nations démocratiques, capitalistes, industrielles et raisonnables (adhésion à la SDN, au pacte BRIAND/KELLOG, accord de LOCARNO avec la France...). En résumé, la République semble bien installée et admise par la majorité des forces politiques du pays. Une anicroche, cependant : en 1925 a lieu l'élection du président de la République. Au 2^e tour se retrouvent le social-démocrate MARX, le vieux maréchal HINDENBURG et un communiste. Les communistes ne veulent à aucun prix d'un social-démocrate et se maintiennent. HINDENBURG, nationaliste de droite, monarchiste et antirépublicain de cœur, est finalement élu avec 900.000 voix d'avance, alors que le vote communiste représente 1 million 900.000 voix. L'extrême gauche a joué la politique du pire.

HINDENBURG prête cependant serment de respecter la constitution.

Aux élections législatives de 1928 les Nazis font 2,6% des voix ; Le SPD fait 30%, le Zentrum 15%, les nationaux allemands (extrême droite concurrents des nazis) 14%, le PC 10,5%, la droite modérée 8%. Cette répartition est stable depuis 1919. En résumé, l'Allemagne vit un « état de grâce » ; c'est l'EUPHORIE ! Ça ne va pas durer.

Jeudi 24 octobre 1929 : la bourse de New York s'effondre et provoque une crise économique qui va toucher durement l'Allemagne. C'est le chancelier BRÜNING qui va gérer la crise. Il a deux solutions : faire comme les Anglais, dévaluer la monnaie de 30% et laisser un peu d'inflation (ce qui va sauver la Grande Bretagne) ou prendre la solution de la déflation. Le souvenir de la grande hyperinflation est tel que c'est la seconde solution qui sera adoptée (on ne touche pas au mark) ; Ce sera une catastrophe. La diminution des prix et des salaires va entraîner une baisse de la consommation et donc des faillites. La spirale déflationniste sera responsable en 1932 de 9 millions de chômeurs. La crise économique va vite se doubler d'une crise politique. Le SPD qui reste solidaire de BRÜNING jusqu'au 16 juillet 1930 refuse alors la politique d'austérité du chancelier. Une motion de censure est votée au Reichstag. Hindenburg dissout le parlement et applique l'article (constitutionnel) 48 qui permet de gouverner par décrets lois sans le parlement (un peu l'équivalent de notre 49-3). BRÜNING va alors orienter sa politique très à droite, ce qu'il ne pouvait pas faire du temps où le SPD faisait partie du gouvernement, avec bien sûr l'appui de HINDENBURG. Les nouvelles élections ont lieu le 14 septembre 1930. C'est une poussée des nazis qui totalisent 18% des voix et un recul du SPD à 24% qui paye son soutien à BRÜNING. Il n'y a toujours pas de majorité au Reichstag sur laquelle s'appuyer, et BRUNING continue de gouverner par décrets lois. On glisse insensiblement vers autre chose que la République. Le succès nazi fait peur à

presque tout le monde politique pour des raisons parfois diverses, et en mars 1932 a lieu l'élection qui doit renouveler le président de la République. Hitler se présente. Pour le contrer, l'ensemble de la classe politique, y compris les sociaux-démocrates, pressent Hindenburg de se représenter. Le vieux maréchal est perçu comme le plus sûr rempart contre Hitler et il est réélu. Brüning démissionne ; Hindenburg nomme alors à la chancellerie Franz VON PAPEN qui sera le « cheval de Troie » d'Hitler. Le Reichstag est à nouveau dissout ; les élections ont lieu le 31 juillet 32 après une campagne électorale d'une rare violence. C'est un raz de marée des nazis qui remportent 37% des suffrages, contre 21% au SPD, 15% au Zentrum, 14% aux communistes. Dans l'euphorie de la victoire, Hitler exige le poste de chancelier. Hindenburg refuse et laisse VON PAPEN à son poste. Les nazis restant dans l'opposition, il n'y a toujours pas de majorité dans la nouvelle assemblée qui vote à nouveau une motion de censure. C'est une nouvelle dissolution ; les élections ont lieu le 6 novembre : les nazis reculent à 33% des voix, les autres partis restant stables. Le recul nazi reste cependant insuffisant pour renverser le cours de l'histoire. VON PAPEN, impuissant, démissionne en décembre pour être remplacé par le général VON SCHLEICHER. Ce sera le dernier chancelier avant Hitler.

Pendant ce temps, VON PAPEN ne reste pas inactif. Son projet est de réunir une majorité de droite comprenant TOUTES les formations politiques du Zentrum aux nazis. Il y est encouragé par le Secrétaire d'Etat au Vatican Eugenio PACELLI (= 1^o ministre, futur pape PIE XII). Pour se faire il introduit Hitler dans les milieux industriels et financiers (THYSSEN en particulier) afin de le faire reconnaître comme un homme politique raisonnable et fiable. Ce dernier devient ainsi un partenaire « acceptable » au sein d'une majorité de droite. Il reste cependant inflexible, exigeant le poste de chancelier ou rien. La crise politique se pérennise, SCHLEICHER ne faisant pas mieux que ses prédécesseurs. Devant ce blocage, Le président HINDENBURG, sous la pression de VON PAPEN et de la haute bourgeoisie, à son corps défendant, nomme Hitler au poste de chancelier le 30 janvier 1933.

Immédiatement, tombent les premières mesures :

- *Révocation des fonctionnaires catalogués communistes
- *Interdiction de la presse de gauche, empêchée de paraître
- *Incorporation de la SA et des SS à la police avec autorisation de perquisitionner et d'arrêter
- *Interdiction des réunions publiques

Le parti communiste propose de déclencher une grève générale. Ni le SPD, ni les syndicats ne suivent, redoutant de provoquer une guerre civile, et également persuadés qu'Hitler serait balayé lors des prochaines élections.

27 février 1933 : un incendie ravage le Reichstag, ce qui est le prétexte à un nouveau coup d'accélérateur à la répression. Le forfait est attribué abusivement aux communistes et s'en suit une vague d'arrestation des communistes, et qui s'étendra par la suite aux sociaux-démocrates. Personne n'ayant de sympathie pour les communistes, la rafle ne soulève aucune protestation, chacun pensant dans son for intérieur « bon débarras », sans réaliser que ce n'est qu'un début.

Aux élections du 5 mars les nazis, après une campagne électorale truquée puisqu'eux seuls pouvaient faire des meetings, triomphent avec 43 % des voix (288 sièges. Le SPD obtient 120 sièges, le Zentrum 73 et le PC 81. Aussitôt les députés communistes sont arrêtés. Personne ne proteste. Le 13 mars GOEBBELS est nommé ministre de l'information et obtient la haute main sur tous les médias.

23 mars 1933 : le Reichstag, amputé des députés arrêtés, se réunit et Hitler demande les pleins pouvoirs. Soumis à un chantage nazi et aux pressions de la hiérarchie catholique, y compris le Vatican (PACELLI), le Zentrum vote les pleins pouvoirs. Seuls les députés sociaux-démocrates restants votent contre. A cette date LA REPUBLIQUE EST MORTE.

Conséquences :

- *Toutes les libertés publiques sont supprimées, liberté d'association, de réunion,

inviolabilité des domiciles et du courrier

- * Les arrestations se multiplient : 25.565 dans l'année 1933

- * Le SPD et les syndicats se cramponnent à la légalité et ne bougent pas

- * Le 1^{er} mai, les syndicats sont dissouts puis le 22 juin le SPD et le 4 juillet le Zentrum. C'est le règne du parti unique

- * Le 11 mai a lieu un gigantesque autodafé où sont brûlés tous les livres qui dérangent.

- * L'église coopérant finalement, malgré une résistance minoritaire, un concordat est signé avec le Saint Siège par PACELLI et VON PAPEN.

Ainsi l'improbable s'est produit. Pour résumer, on peut invoquer quelques facteurs déterminants :

- * La crise économique mal gérée (déflation) a été le terreau sur lequel a prospéré le national-socialisme


- * La tentation d'infléchir la politique vers la droite extrême pour lui faucher l'herbe sous les pieds a été une belle illusion.

- * La désunion des partis de gauche a miné leur potentiel de réponse.


- * L'obsession de la légalité du SPD et du Zentrum les a paralysés.

- * Enfin il faut reconnaître les qualités manœuvrières des nazis. Un chef charismatique et bon orateur, une organisation sans failles des meetings très spectaculaires, et une démagogie nationaliste et xénophobe qui plait aux foules : tout est de la faute du traité de Versailles et de l'Internationale juive !

ANNEXE : L'affiche

“ Les Rendez-vous de l'Histoire ” 

La prise du pouvoir par HITLER



Intervenant :
J.F. BORNARD

Maison des seniors - MIONS

Entrée libre

La prise du pouvoir par Hitler
1928-1933

Jeudi 1^{er} MARS 2018
à 19h30

Possibilité de restauration sur réservation : assiette anglaise 6 €
cemmions@gmail.com
<http://collectifcitoyenmion.pagesperso-orange.fr/>

Illustration et organisation : Adèle de Mions, Centre de Recherche Historique